

CHAPITRE XXI.—FINANCES PUBLIQUES.

Cette étude des finances publiques comprend une revue des finances fédérales, provinciales et municipales, avec les détails statistiques nécessaires, et se termine par une brève analyse de la richesse nationale et du revenu national du Canada, bases des finances publiques.

L'énorme augmentation du budget fédéral depuis 1913 est partiellement due à la Grande-Guerre et à ses suites: fardeau de l'intérêt, des pensions du rétablissement civil des soldats, etc., et partiellement aux dépenses des chemins de fer et aux services sociaux comprenant depuis peu le secours au chômage. Les dépenses des provinces et des municipalités ont augmenté d'une manière proportionnée durant la même période. Ainsi, dans leurs années fiscales terminées en 1934, les dépenses ordinaires des neuf gouvernements provinciaux s'élevèrent à \$217,701,776, comparativement à \$53,826,219 en 1916. seulement 18 années avant, une augmentation de près de 304 p.c. (Le service de la dette des gouvernements provinciaux a monté de \$7,817,844 en 1916 à \$67,184,943 en 1934). De même, entre 1924 et 1934, les taxes municipales en Ontario ont augmenté de \$94,526,271 à \$117,892,884 (les chiffres comparatifs ne sont pas connus pour les années antérieures)—soit une augmentation de près de 25 p.c. Les recettes ordinaires des municipalités du Québec ont augmenté de \$33,288,115 en 1915 à \$79,471,242 en 1933, soit une augmentation de 139 p.c.; le chiffre de 1934 donné dans le tableau 31 n'est pas comparable ainsi que l'explique le renvoi au bas de ce tableau. Bien que le revenu des taxes dans les Provinces Maritimes et les Provinces des Prairies les années où les chiffres comparatifs sont connus, ne manifestent pas une tendance à la hausse, excepté en Nouvelle-Ecosse, il faut bien remarquer que dans la majorité des cas les données ne couvrent que des années plutôt récentes et que dans les Provinces des Prairies une plus grande proportion des taxes demeurent non perçues. En Colombie Britannique, les taxes municipales formaient une somme de \$9,382,099 en 1917, et de \$18,002,475 en 1934.

Dette publique du Canada.—L'année 1935 est la dernière qui fournit un chiffre établissant la dette publique collective du Canada. L'exposé ci-dessous est un sommaire des statistiques données dans les diverses sections de ce chapitre, la dette garantie ou indirecte est mise à part. A la page 885 paraissent les chiffres se rapportant à la dette provinciale pour les années fiscales respectives des provinces terminées en 1935.

SOMMAIRE DE LA DETTE PUBLIQUE COLLECTIVE DU CANADA VERS 1935.

(Dette fédérale, provinciale et municipale.)

DETTE NETTE DIRECTE—	\$	\$
Dettes nettes du gouvernement fédéral, 31 mars 1935.....	2,846,110,958	
Passif net direct des gouvernements provinciaux, 1935 (fonds d'amortissement et capital disponible, déduction faite de l'actif des comptes courants et fiduciaires).....	999,440,241	
Passif direct de toutes municipalités canadiennes (moins les fonds d'amortissement et les placements, 31 décembre 1934).....	1,469,142,077	
TOTAL, DETTE NETTE DIRECTE.....		5,314,693,276